

# Le P'tit Jaurès du 11<sup>ème</sup>

Journal de République et Socialisme du 11<sup>ème</sup> arrondissement – Mars 2015

## Edito



**En refusant d'étendre aux grands groupes la possibilité d'ouvrir le dimanche, c'est bien le choix de la qualité de vie des salariés, des habitants et du commerce de proximité que fait notre municipalité.**

Evidemment au nom du commerce, de l'inutilité des aides sociales, de la rentabilité et de la liberté d'entreprendre la droite n'a de cesse de critiquer notre majorité municipale.



Nous, habitant-e-s du 11<sup>ème</sup>, nous voyons bien la diminution du nombre des épiceries, des commerces de proximité depuis la multiplication de superettes multifonctions des grands groupes. Nos commerçants subissent tous les jours les effets de la crise, pourquoi seraient-ils opposés à un pouvoir d'achat à la hausse, à la préservation et au développement de l'emploi ?

Les nombreuses associations irrigant le 11<sup>ème</sup> arrondissement qui aident nos concitoyens voient les conséquences sociales, psychologiques, économiques de la baisse du pouvoir d'achat, de la précarisation des emplois, du chômage. Elles ne sont pas opposées aux aides à l'énergie et à l'eau de notre ville ! Elles ne sont pas opposées à la création de logements sociaux, de crèches, de gymnases !

La majorité municipale d'Union de la Gauche à Paris tourne le dos à la politique d'austérité, privilégie le pouvoir d'achat, les services publics, le tissu associatif, a mis en place un bouclier social. Nous avons accompli du bon travail depuis l'arrivée de la Gauche à l'Hôtel de Ville. Nous savons, tout comme Anne Hidalgo, François Vauglin, Patrick Bloche, tout le travail qui nous reste à accomplir.

Nous faisons le pari de politiques publiques fortes et d'envergure s'appuyant sur l'implication et la mobilisation citoyennes pour rendre nos quartiers encore plus vivants et solidaires, pour que la République se transcrive en actes et en faits.

**Michel Jallamion, responsable R&S du 11<sup>ème</sup> arrondissement**



Nous contacter :

[rets75@orange.fr](mailto:rets75@orange.fr)

le blog parisien :

[republiqueetsocialisme75.unblog.fr](http://republiqueetsocialisme75.unblog.fr)

le blog de nos élues :

[eluesrepublicainessocialistes.unblog.fr](http://eluesrepublicainessocialistes.unblog.fr)

le site national :

[republiqueetsocialisme.fr](http://republiqueetsocialisme.fr)

# Loi Macron : une loi contre les salariés, les associations et les petits commerçants !

Les associations et les petits commerçants seront, comme les salariés, victimes du projet de loi Macron qui, par l'extension des zones touristiques et la tentative de banalisation du dimanche, contre l'avis de la Maire de Paris et de la majorité municipale, **permettra aux grandes enseignes de s'enrichir un peu plus sur le dos du petit commerce.... et des associations** : beaucoup n'ont déjà pas assez de bénévoles. Que certains travaillent le **week-end ou le soir** et nombre d'associations, notamment sportives, ne seront plus en mesure d'assurer leurs missions.

Nos aînés ont lutté pour que leur temps de travail leur permette une vie familiale et qu'ils aient accès à l'art, à la culture. Les congés payés, la diminution du temps de travail à 39 puis 35 heures vont dans ce sens. Aujourd'hui le dimanche est remis en cause « pour gagner plus ». Mais demain pourquoi ne pas travailler à nouveau 50 heures ? Pourquoi ne pas supprimer les congés annuels ? Le même raisonnement serait tout autant valable.

Déjà beaucoup de salariés occupant des emplois soit où la continuité est nécessaire (médecins, policiers, infirmiers, conducteurs de train, de bus) soit dans la culture (cinéma, théâtres, musées, etc...) travaillent le dimanche et ont des horaires « atypiques ». Ils sont la plupart du temps indemnisés pour cela (argent, prime, repos compensateurs)... mais parce que le dimanche n'est pas banalisé ! Qu'en sera-t-il demain ? Flâner sur le marché, se rencontrer en famille (souvent éclatée territorialement), aller au cinéma, à la pêche ou faire une ballade avec ses enfants ne sera plus qu'un doux souvenir.



Car rappelons que **la loi Macron n'a rien à voir avec le fait de faire ses courses le dimanche ou permettre aux artisans et commerçants individuels de travailler : c'est déjà possible !** D'ailleurs 20 à 25 % des commerces parisiens sont ouverts le dimanche et couvrent la totalité des besoins de la vie courante : alimentation, cafés et restaurants, santé, stations-service, marchés,... même les fleuristes le peuvent ! En outre, de nombreux services - publics ou non - fonctionnent : sécurité, santé, transports, propreté, équipements sportifs, établissements culturels (spectacles, musées, bibliothèques).

**De plus on essaie de nous faire croire que seuls les volontaires travailleront le dimanche : c'est faux !** Nous savons tous que SEUL le patron décide. Il faut n'avoir jamais été salarié pour croire le contraire !

**On prétend également qu'il y aura des majorations de salaire : c'est faux ! La réalité c'est que la loi n'en fixe pas.** Elle renvoie au dialogue social. Comme s'il y avait « dialogue social » dans la situation de crise actuelle, comme si dans toutes les entreprises il y avait des syndicats organisés. Pire elle prévoit même des cas où cela relèvera de la seule décision de l'employeur !

Au total, la vie familiale et la participation à des loisirs de groupe (sport, culture) ou à des activités associatives seront rendues plus difficiles, ce qui contribuera à un affaiblissement du lien social.

**Pour toutes ces raisons République et Socialisme soutient la Maire de Paris, Anne Hidalgo, dans sa volonté de ne pas étendre le travail du dimanche à Paris.**



## LA QUESTION DE MARINETTE BACHE,

*Conseillère République et Socialisme de Paris.*

« Et si on commençait par cesser de considérer que tous les originaires du Maghreb sont des musulmans et qu'on leur reconnaissait une égale liberté personnelle à croire ou à ne pas croire ? Et si on commençait par lutter contre tous les racismes, l'antisémitisme et le sexisme ? Après, le fait d'aimer ou de ne pas aimer telle ou telle religion, tant qu'il n'y a aucun délit d'entrave à pouvoir la pratiquer dignement et tant qu'elle respecte la neutralité de l'espace public, c'est affaire personnelle, non ? »

---

# R&S Paris n'a pas souhaité participer au meeting des identitaires

Deux mois après les attentats islamistes contre Charlie-Hebdo et à la veille de la journée internationale du 8 mars, affirmant les droits des Femmes et reconnaissant leurs luttes pour l'Egalité du genre humain,

- attaché aux valeurs fondatrices de la République que sont la Liberté, l'Egalité et la Fraternité,
- attaché à son principe essentiel de Laïcité, permettant la liberté d'expression dans le respect de la loi,
- dénonçant tous les racismes et antisémitisme,
- ayant comme conception de la République, celle d'une communauté de citoyens libres de tout dogme, en conscience et en raison, refusant toute assignation à résidence ethnique ou religieuse,
- ne reconnaissant aucun délit de blasphème ou d'apostasie,
- condamnant tout relent d'esprit colonialiste qui ne reconnaît pas l'Autre comme un Egal et le place dans une situation d'être « protégé »,
- et, à la veille du 8 mars 2015, plus particulièrement en solidarité avec les luttes menées par les Femmes en Tunisie, en Egypte, au Yemen, au Pakistan, au Nigéria et dans bien d'autres pays,

République et Socialisme ne peut se retrouver sur un appel avec, entre autres, des organisations telles l'UOIF, les Indigènes de la République, les Indivisibles, qui, à divers égards, argumentent sur le « droit à la différence » pour repousser le « droit à la ressemblance » et instaurer la différence des droits, qui foulent aux pieds les principes républicains, en particulier ceux de reconnaissance de l'Egalité des Êtres humains : séparation des Hommes et des Femmes, refus du mariage pour tous, promotion de principes identitaires, confusion entre origine culturelle et appartenance religieuse...

Le comité parisien de République et Socialisme ne soutient pas et ne participera pas au meeting du 6 mars à St Denis et appelle, au contraire, les citoyennes et les citoyens, dans l'esprit de la grande marche républicaine du peuple français du 11 janvier dernier, à se retrouver dans l'appel à la lutte pour la Laïcité de Charlie-Hebdo du 14 janvier 2015.

Selon l'expression de Ghaleb Bencheikh, il est temps de se lever pour, ensemble, « sortir de l'indigence intellectuelle » et « sans volonté d'hégémonie aucune, faire Nation ».

# Victoire en Grèce



Avec la victoire de Syriza, le peuple grec a repris espoir. Cette victoire a redonné confiance à tous ceux qui, en Europe, s'opposent aux politiques d'austérité menées dans leur pays avec l'appui de l'Union européenne. Les enjeux de la réussite d'Alexis Tsipras et de son gouvernement dépassent donc les frontières de la Grèce.

République et Socialisme soutient Syriza et le nouveau gouvernement grec dans ses combats pour le respect et la dignité du peuple grec et contre les politiques libérales inféodées à la finance mondialisée.

Déjà, le gouvernement grec a présenté un premier projet de loi comprenant la fourniture gratuite d'électricité (300€kWh par mois) aux foyers qui vivent dans des conditions de pauvreté extrême, une allocation logement (70€euros mensuels par personne ou 220€euros par famille) pour 300000 foyers et une aide alimentaire pour des citoyens vivant aussi dans l'extrême pauvreté. Il ne sera plus possible de saisir les maisons des chômeurs. De plus, il est revenu sur toutes les mesures d'austérité que le gouvernement précédent s'était engagé pré électoralement à mettre en œuvre.

Mais le gouvernement grec ne veut pas rompre avec l'Europe. Aussi doit-il négocier avec des instances européennes pour lesquelles la seule politique possible est de faire toujours plus payer le peuple. Même le compromis proposé par la Grèce, alors qu'elle renonçait à l'application immédiate de pans entiers de son programme n'a pas trouvé grâce auprès de l'Eurogroupe. Celui-ci veut voir le peuple Grec à genoux accepter de vivre uniquement pour nourrir ses créanciers !

Et pourtant Tsipras tient bon !

Les Grecs sont bien seuls après la totale soumission des gouvernements sociaux-libéraux, comme celui de Hollande, aux dogmes européistes. Face aux allemands Merkel et Schauble, Tsipras a obtenu la levée des menaces de la BCE et un délai de quatre mois.

Il garde la confiance populaire car toutes les négociations ont été menées dans une totale transparence, rompant ainsi avec l'habitude des gouvernements précédents.

Selon Syriza-Paris « Cette position particulière a changé le cadre de discussion partout en Europe, donnant naissance parallèlement à un grand mouvement de solidarité sans précédent. Le renforcement de la solidarité des peuples d'Europe est une obligation de la plus haute centralité dans la perspective du renforcement des luttes sociales paneuropéennes et du changement du rapport des forces en Europe. »

## ...pourquoi pas nous !

Partout en Europe, les femmes et hommes de gauche, fidèles à leur conviction et à l'histoire des luttes sociales et du mouvement ouvrier dont ils sont les dépositaires, mènent la lutte contre les politiques d'austérité et leur cortège de détresse sociale. Avec la victoire de Syriza cette lutte prend une nouvelle dimension. Cette victoire rend le changement possible ! En Espagne, avec Podémos, en France, avec Le Front de Gauche... cela nous rappelle qu'en Amérique Latine, alors que le changement était bien plus compliqué à réaliser qu'ici, les peuples ont réussi à prendre le pas sur la finance.... Si les Islandais ont réussi à faire plier les banquiers, pourquoi n'y arriverions-nous pas ici ? Aucun peuple n'a intérêt à l'austérité.



**LE VRAI CHANGEMENT DEVIENT POSSIBLE !**